



HAB(R)ITER

Une exploration des réalités
collectives face au mal-logement
par la **Fondation Abbé Pierre**

Photographies
et textes
Bertrand Gaudillère

LOGER LES PLUS EXCLUS : QUAND LES CITOYENS S'EN MÊLENT

collectif item ►●

HAB(R)ITER

Une exploration des réalités
collectives face au mal-logement
par la **Fondation Abbé Pierre**

Photographies
et textes
Bertrand Gaudillère

LOGER LES PLUS
EXCLUS : QUAND
LES CITOYENS S'EN
MÊLENT

ÉDITO

Dans ce dernier projet mené par le collectif ITEM, la Fondation Abbé Pierre Auvergne-Rhône-Alpes a souhaité rendre visible l'action de collectifs de citoyens visant à apporter une réponse à des personnes sans-abris, le plus souvent exilées et parmi les plus exclues ces dernières années des dispositifs d'hébergement, au moyen de solutions au plus près des personnes et des territoires qu'ils habitent.

6 de ces collectifs ont été rencontrés entre l'automne 2022 et le début de l'année 2023 à Valence, Saint-Etienne, Lyon, Bourg-en-Bresse, Grenoble et Lans-en-Vercors.

Nés entre 2014 et 2019, ces collectifs de citoyens sont devenus pour la plupart des collectifs associatifs et ainsi, des acteurs de la réponse aux personnes sans domicile, agissant en bordure des institutions mais en lien avec elles.

Ces collectifs partenaires de la Fondation Abbé Pierre ont accepté d'ouvrir les portes de leurs accueils, de leurs logements et de partager leurs expériences et cheminements.

Ils ont également permis la rencontre avec des personnes aidées et logées qui, à travers le récit de leur trajectoire et un retour à des jours meilleurs, révèlent le rôle direct et indirect joué par ces collectifs à un moment difficile de leur vie où la sécurité d'un toit pour soi, pour ses enfants n'était pas ou plus garantie. Ils deviennent ainsi à leur tour, grâce à leurs témoignages, des éclaireurs de cette action citoyenne.

Ce travail propose une mise en récit des trajectoires des collectifs racontées à la première personne, révélatrice de parcours individuels autant que d'une histoire collective qui s'est écrite dans l'accueil quotidien, l'hébergement et le logement de personnes démunies. **On y lit de manière simple et concrète le passage d'un « je » à un « nous », le passage d'un souhait d'engagement personnel à l'émergence d'un collectif qui prend des initiatives, se fondant sur une envie d'agir, de l'audace, autant qu'un refus : celui d'être témoins de voir des hommes, des femmes et des enfants vivre dans la rue.**

4

A la Fondation Abbé Pierre, à mesure que ces collectifs associatifs se montaient et se démenaient pour apporter des réponses habitat concrètes à des personnes démunies, nous avons été amenés à soutenir leur action. Nous avons déjà consacré un éclairage sur le mal-logement en 2021 à leur sujet, afin de donner à voir, auprès des professionnels et des institutions, l'impact de ces collectifs de citoyens en AURA en matière d'accès à un toit et d'échelle de solutions, de réponse aux besoins du quotidien, d'appui juridique sur le volet régularisation, voire quelquefois en matière de lutte contre la vacance ou encore d'accélérateur d'insertion pour les personnes soutenues.

Pour revenir à l'opus présent, avec ce travail de reportage photographique et d'entretiens, ITEM raconte le rôle joué par ces acteurs dans l'action auprès des personnes sans toit, l'interpellation des pouvoirs publics, la sensibilisation, mais aussi les questions et tensions qui les traversent aujourd'hui, sachant que chacun de ces collectifs, nés d'une initiative spontanée visant l'action concrète et immédiate aux personnes, ne pensaient pas devoir perdurer : Comment réfléchir la relation aidants/aidés sans penser à la place, ni créer de la dette ? Comment ne pas se substituer dans le temps à l'action des institutions et faire durablement reconnaître les besoins des personnes aidées ? Comment structurer une action qui finalement dure sans perdre son agilité ? Comment concilier principes d'accueil, de bienveillance et durée des prises en charge de personnes souvent laissées des années sans perspective ?

Si nous avons besoin de politiques publiques pour garantir un cadre de réponses aux personnes mal-logées, l'action de ces collectifs associatifs rappelle finalement que c'est aussi quand on fait ensemble que l'on peut résoudre les situations des personnes, et pas seulement au travers de filières ou dispositifs de réponse.

Je vous laisse découvrir ce sujet, re découvrir ces initiatives et leur(s) histoire(s). Des histoires porteuses de vitalité et d'espoir pour les personnes et pour toute une société qui, quoiqu'on en dise souffre du sans-abrisme comme des conséquences de ce sans-abrisme sur son environnement et continuera d'en souffrir tant que nous n'aurons pas, ensemble, tout tenté pour y répondre.

Véronique Gilet,

Directrice régionale // Agence Auvergne-Rhône-Alpes //
Fondation Abbé Pierre

5

SOM- MAIRE

- p. 06 — introduction
- p. 09 — **Des témoignages
d'associations partenaires
de la Fondation Abbé Pierre**
- P. 10 — Cartographie des collectifs
et des bénéficiaires rencontrés
 - P. 12 — Sorosa / Valence
 - P. 16 — Cent pour un toit / Bourg-en-Bresse
 - P. 20 — Jamais sans toit / Lyon
 - P. 24 — La Maison solidaire / Saint-Etienne
 - P. 28 — Les Vertaccueillants / Lans-en-Vercors
 - P. 34 — L'Ouvre-porte / Grenoble
- p. 39 — **Des collectifs en images**
Bertrand Gaudillère - collectif item
- p. 71 — **Une deuxième vie,
témoignages de bénéficiaires**
- P. 72 — Arian et Noémie
 - P. 76 — Eva
 - P. 80 — Zacharia
- p. 82 — **Le soutien de
la Fondation Abbé Pierre
aux collectifs citoyens
dans la région AURA**

INTRO- DUCTION

Ils s'appellent l'Ouvre-porte, les Vertaccueillants, Cent pour un toit, Sorosa, la Maison solidaire ou Jamais sans toit. Derrière ces noms, un même élan, un même engagement collectif pour pallier les manquements de l'Etat sur certaines questions d'accueil et d'hébergement. Chacun à leur manière, ils se mobilisent en faveur de ceux que les institutions ont fait disparaître de leurs formulaires.

Associations, collectifs de citoyens, regroupements informels qu'importe, ils s'adaptent, ils sont là pour défendre une cause, s'engager dans un combat, celui de mettre à l'abri ceux, très nombreux parmi les personnes exilées, qui n'ont pas de toit et pas vraiment de droits. Pour ça ils et elles ne comptent pas leurs heures, qu'ils et elles soient bénévoles ou salarié.e.s

Pour ce qui est de l'organisation, ils ont parfois des bureaux, certains proposent des permanences, d'autres n'ont pas de locaux à proprement parler mais naviguent d'un lieu à l'autre, une salle prêtée, un bar, le salon ou les cuisines des militant.e.s... Qu'ils soient à Valence, Lyon, Bourg en Bresse, Grenoble, ou un peu plus haut sur le plateau du Vercors, tous et toutes proposent des réponses concrètes à des personnes laissées pour compte sur le territoire Auvergne Rhône-Alpes. Ils et elles bricolent des solutions adaptées, rebondissent sur les refus opposés à ceux que désormais ils et elles vont accompagner. Souvent des personnes migrantes quel que soit leur statut administratif, qu'elles soient mineures ou majeures.

Certaines prises en charges durent depuis des années, tandis qu'elles avaient été imaginées temporaires. Les dispositifs bricolés à l'intuition doivent alors se pérenniser, c'est le principe de l'accueil sans retour à la rue. Pas facile de tenir cette responsabilité sur la longueur, c'est à peu près ce que tous ceux et toutes celles qui ont accepté de prendre la parole confirment. Ils et elles parlent pour eux, mais aussi pour le collectif ou l'association dans laquelle ils et elles interviennent. Ce n'est pas la parole d'un.e représentant.e ou d'un.e leader, c'est simplement l'expression d'une réalité constatée sur le terrain. Il y a de l'épuisement, de l'usure. Une motivation qu'il est difficile de conserver intacte, quel que soit son moteur. Que la fibre militante se situe du côté de la revendication politique ou de celle charitable d'aider son prochain. Il y a une forme de lassitude face à la violence des situations auxquelles il faut faire face. Les mots sont difficiles à choisir pour dire sans démobiliser, pour témoigner sans trahir. Il s'agit de ne pas grossir le trait ou de minimiser le témoignage, mais comment être juste en peu de mots ? Comment ne pas avoir besoin de retracer l'histoire de son engagement, de la naissance de l'action collective jusqu'à ses premiers résultats, ses premiers doutes aussi. Expliquer les écueils sur lesquels on achoppe, les chemins de traverse qu'il faut prendre pour arriver au but. Raconter les réussites et les joies qu'elles procurent, celles qui donnent envie de poursuivre, celles qui tiennent un peu à distance la brutalité des injustices, et rappellent qu'ensemble il reste un champ des possibles malgré tout.

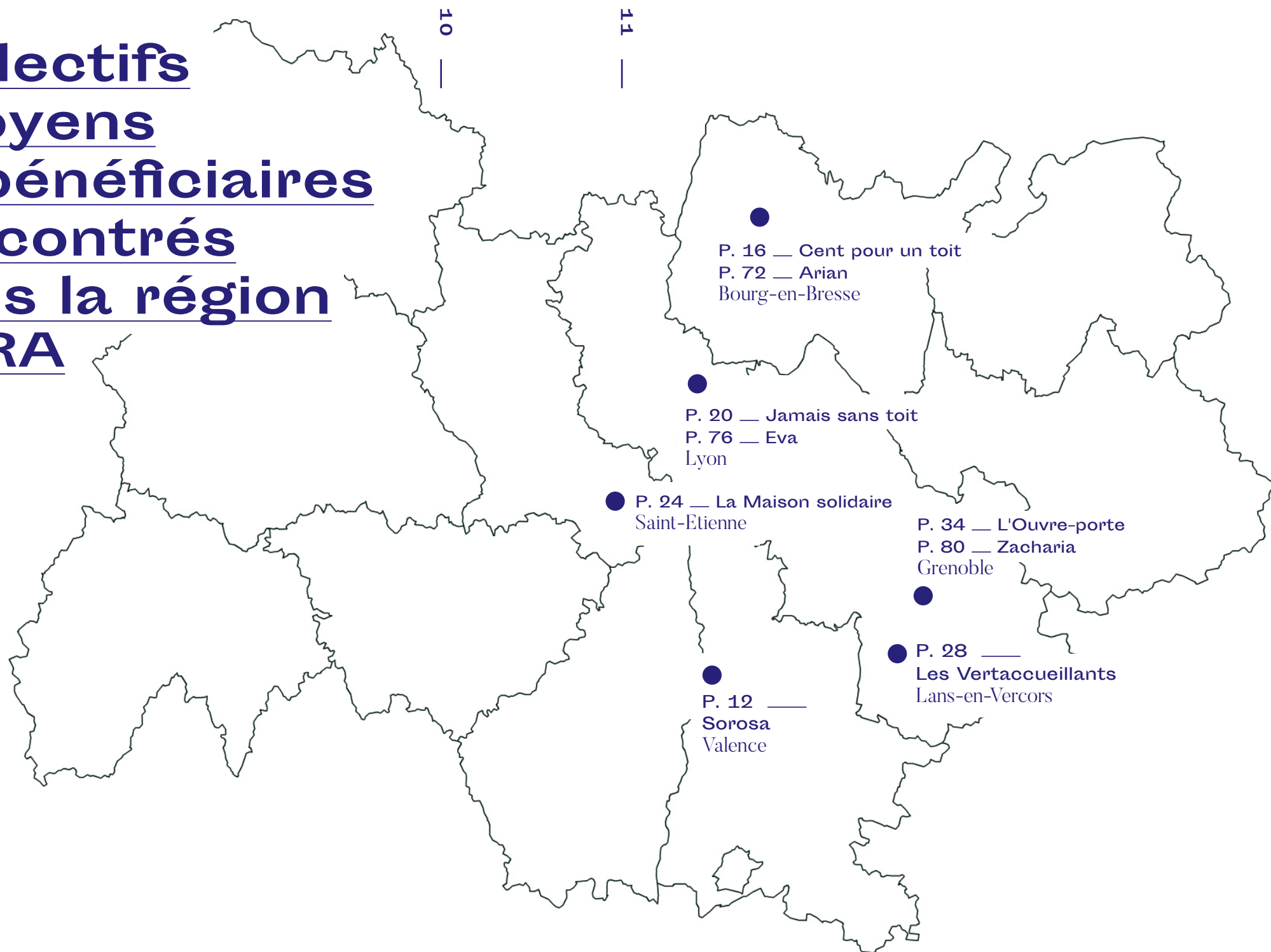
J'ai écouté ces histoires, ces parcours et plutôt que de faire le récit de ces rencontres, j'ai consigné cette parole engagée à la première personne. J'ai retranscrit les mots de ceux et celles qui se mobilisent et dans une moindre mesure ceux et celles qui grâce à cette mobilisation ont pu envisager le début d'un avenir, et parfois même s'en sortir pour construire « une deuxième vie ».

Bertrand Gaudillère

Collectif item

DES
TÉMOI-
GNAGES
D'ASSOCIATIONS
PARTENAIRES
DE LA FONDATION
ABBÉ PIERRE

Collectifs citoyens et bénéficiaires rencontrés dans la région AURA



SOROSA

- Valence -

13 —

Association de défense, de soutien et d'accompagnement des personnes exilées née en 2019, intervenant plus particulièrement auprès des femmes, des mineurs et des jeunes majeurs, au moyen des activités suivantes :

- Permanences dédiées 3 fois par semaine offrant un appui administratif, juridique, d'hébergement, un appui à l'insertion professionnelle, à la scolarité ou encore relatif aux besoins de premières nécessités,
- Hébergement de jeunes majeurs,
- Cours de FLE,
- Atelier d'initiation au numérique et atelier collectif d'information pour les personnes comme pour les partenaires.

- L'association est composée de 15 bénévoles et de 6 salariés
- Elle intervient à Valence auprès de 700 bénéficiaires

Nordy —

On ne se réveille pas un matin en disant qu'on va monter une association comme Sorosa. L'idée de départ, c'était de se dire qu'il n'y a pas vraiment de suivi ni de soutien suffisant pour, d'une part les femmes étrangères, d'autre part pour les jeunes. Alors avec ma collègue Anne on a fondé l'association. Elle pour le côté « femme », et moi pour l'aspect « jeune ». Ça faisait suite à des années de militantisme et d'engagement personnel.

Sorosa est une association qui existe depuis bientôt 4 ans. Nous sommes à Valence, dans la Drôme, où on accompagne des personnes exilées, dans leurs démarches administratives et juridiques essentiellement. Donc on fait des permanences tout public 3 fois par semaine, et les vendredis matins sont réservés aux femmes victime de violence, en non mixité parce que certains sujets peuvent être difficiles à aborder. Nos bénéficiaires sont, sauf rares exceptions, tous étrangers, demandeurs d'asile, personnes statutaires donc réfugiées ou en protection subsidiaire, et puis des personnes sans papiers. Majeurs, jeune majeurs ou mineurs, ça fait un large public. En plus des permanences, on a donc des rendez-vous individuels tout au long de la semaine. Il y a aussi les activités un peu plus récréatives, des soirées jeux, des repas partagés... et ponctuellement on organise des sorties, des

vides-dressing, et des ateliers de sensibilisation aussi. On parle droit du travail et droit des étrangers. On prévoit aussi d'aborder la consommation énergétique dans le logement et d'autres sujets d'actualités. On fait quand même pas mal de choses avec l'équipe qui est composée de 6 salariés. 3 chargés d'accompagnement social, un responsable juridique et deux agents de maintenance pour s'occuper des 10 logements qu'on gère. On en a eu jusqu'à 18 en 2019.

Il faut une certaine foi militante pour continuer à faire face, car les lois ne sont pas toujours respectées.

Je crois qu'on trouve l'énergie de poursuivre parce que ce qu'on fait parle d'une conviction politique et militante, et pas de charité ou de volonté de sauver le monde. Personnellement mon engagement remonte à loin. Je suis quelqu'un qui a beaucoup manqué de liberté dans la vie, je sais ce que c'est de ne pas être libre, de vivre des violences. Il y a plusieurs types de réactions à ça. Il y a des gens qui en veulent au monde entier, il y a des gens qui s'enferment dans la rancune, moi, mon truc, ça a été de dire :

maintenant, je suis libre, mais ça ne suffit pas, je veux que les autres le soient aussi. Je viens d'un milieu pauvre en Auvergne. Je suis fille de paysan, femme, donc à priori je n'ai pas beaucoup de privilèges, mais j'ai découvert tard que j'en avais un important, c'est être blanche. Et encore plus tard j'ai découvert que c'est un privilège d'être français. Je me suis dit, OK ces privilèges là, je peux les employer à faire quelque chose pour étendre la liberté des autres.

Il ne faut pas vouloir sauver le monde, mais il ne faut pas non plus être naïf. Le droit des étrangers se durcit, alors on prend les satisfactions là où elles sont. On arrache des victoires, et c'est pas qu'on s'en contente, mais déjà on se dit « c'est ça de pris ». J'aime beaucoup une phrase d'Oscar Wilde qui disait : « j'ai les goûts les plus simples du monde, je me contente du meilleur », ça c'est ma devise. Je prends et je me dis OK, maintenant, on va essayer d'aller au-delà même si c'est épuisant et que ça fait vieillir.



CENT POUR UN TOIT

- Bourg-en-Bresse -

17 —

L'association née en 2016 a pour objet toute forme d'action de solidarité contribuant au logement provisoire de personnes ou familles exilées sans-abri et privées de l'accès au droit au logement.

Elle repose sur un modèle économique de mobilisation de cent membres donateurs pour loger une famille à la rue. L'association recherche des logements vacants et prend à sa charge le coût du logement en assurant la collecte des fonds nécessaires (via 373 donateurs) et la relation avec les propriétaires. La personne ou la famille accueillie est adhérente et hébergée de façon provisoire, en attendant qu'elle obtienne le droit de se loger par ses propres moyens.

- L'association est composée de 17 bénévoles
- Elle intervient à Bourg-en-Bresse et héberge à ce jour 10 familles soit 39 personnes

— Bernadette —

Je suis enseignante à la retraite. Dans le cadre de mon travail j'ai rencontré des parents qui dormaient dehors avec leurs enfants, mes élèves. J'ai halluciné, parce que naïvement je pensais que la France était une « terre d'accueil ». C'était il y a une quinzaine d'années. De là, je me suis rapprochée du Réseau Éducation Sans Frontières, puis du collectif Solidarité migrant. Avec eux on bricolait des solutions, on ouvrait des squats qui étaient évacués quelques mois plus tard. Et c'était difficile de voir ces familles que l'on connaissait depuis plusieurs années être dans la souffrance. Alors j'ai fait partie des gens qui hébergent chez eux. Mais ça ne peut pas être une solution. Autour de nous il y avait du monde qui voulait aider, mais qui ne pouvait pas accueillir quelqu'un. Donc on s'est rassemblé et on a cotisé pour louer un appartement. C'est comme ça qu'est né Cent pour un toit. À la première assemblée générale il y avait plus de 100 personnes, qui ont cotisé donc c'était une grande satisfaction puisque le principe c'est : 100 cotisants à 6 € permettent de payer un loyer avec les fluides pour une famille. On a commencé avec 6 appartements. Aujourd'hui on en a 15, même si on n'a pas 1500 cotisants. Il y a des donateurs.

Quand on a lancé cette idée, la ville de Bourg-en-Bresse a dit bravo parce qu'elle en avait un peu marre des squats. Par son intermédiaire on devait

avoir accès aux bailleurs sociaux qui nous ont dit : pas de souci, on vous mettra des logements à disposition moyennant finance. Mais ça ne s'est pas fait. Ça a été une bataille de 4 ans ou 5 ans pour avoir accès aux bailleurs sociaux, mais on n'a pas lâché et on y est arrivé. Et puis on a eu la chance de trouver un propriétaire qui avait un petit immeuble de 5 appartements qu'il ne pouvait plus louer, et qu'il pensait détruire parce qu'il n'était plus aux normes actuelles. Il a été d'accord de nous le louer à un prix très raisonnable. Ca nous a bien arrangé et ça a mis 5 familles à l'abri.

Il y en a qui y sont toujours. Il n'y a pas trop de mouvement en fait, les familles restent longtemps. Si elles travaillent on leur demande de payer les fluides, sauf si elles sont en grandes difficultés. Avec le Covid, elles en ont toutes connues, puisque sans papiers elles n'ont accès qu'au travail au noir, et durant cette période il n'y en avait pas. Après ça pose un problème moral de pousser les gens à bosser non déclaré pour participer financièrement. On essaye de favoriser la responsabilité de chacun, en leur disant, vous participez dans la mesure du possible... parce qu'il faut bien qu'ils comprennent aussi qu'on n'est pas un service public, ni un prestataire de l'État, qui eux reçoivent des moyens pour héberger. Ce qu'on fait, c'est l'État qui devrait le faire, mais il ne le fait pas. Face à ce manquement on agit parce qu'on ne laisse pas des gens à la rue, mais on continue de dénoncer tout ça pour que l'État reprenne ses responsabilités. Sinon on revient au 18ème siècle où l'Eglise s'occupait de l'école, de la santé etc. On revient à la charité, loin de tout ce qui a été construit à la fin du 20^e siècle et qu'on est en train de détricoter.

Pour moi, la seule manière de ne pas être que dans la charité, c'est d'être dans la capacité de faire, avec les personnes qu'on héberge, un réseau de gens conscients qui pourrait devenir des militants. Transmettre un certain nombre de valeurs et même devenir acteurs pour défendre leurs droits et ceux des autres.



JAMAIS SANS TOIT

- Lyon -

21

Le collectif Jamais sans toit né en 2014 rassemble les parents d'élèves, habitants et enseignants qui se mobilisent, en soutien aux enfants scolarisés sans logement de l'agglomération lyonnaise.

- Le collectif est né dans les écoles et se bat pour permettre l'accès à un hébergement de droit commun pour des familles et leurs enfants sans-abri.
- En mai 2023, le collectif alerte sur la situation d'à minima 283 enfants à la rue
- Il a permis 729 nuits solidaires dans 29 établissements scolaires de l'agglomération lyonnaise

— Raphaël —

Jamais sans toit est un collectif citoyen. Le principe est de fédérer des comités de soutien centrés sur des établissements scolaires qui viennent en aide aux élèves sans-abri.

C'est un modèle de structuration et de stratégie qui est un peu calqué sur ce qu'était RESF au début. C'est-à-dire, ne pas mobiliser que des militants, mais toute la communauté éducative sur des cas concrets, parce qu'on ne pleure pas devant les chiffres ou des statistiques, comme disait l'Abbé Pierre. Pour des gens qui ne sont pas militants, ce ne sont pas les mots d'ordre comme « régularisation de tous les sans papiers » ou « un toit pour tous », qui vont les faire bouger, c'est plutôt d'être confrontés à une situation humaine qu'ils prennent en pleine figure, comme cette fois en 2014, à l'école Michel Servet où il y avait une famille albanaise à la rue. On l'a logée à l'école. Il existait déjà un comité de soutien aux familles sans papiers avant ça parce que dans le périmètre scolaire, il y a une association qui faisait de la domiciliation administrative et qui recevait beaucoup de demandes de familles qui sortent des CADA de la région : Pontarlier, Bourg, Belfort. Du coup on est leur école de rattachement.

Quand je suis arrivé dans l'établissement, on était un peu sur le principe de charité, on payait des nuits d'hôtels pour que les familles ne dorment pas dehors. Mais rapidement, on s'est dit qu'il fallait repolitiser un peu le truc. Ce n'est pas à nous de pallier les manquements de l'État, ce n'est pas la

générosité citoyenne qui doit se substituer au principe de solidarité, donc on voulait essayer de peser dans un rapport de force pour que les choses changent. On s'est réuni avec d'autres écoles qui étaient affectées par cette question. On a envisagé d'ouvrir des squats mais c'était trop risqué pour les familles. Alors on a décidé d'occuper les écoles de manière coordonnée sur un moment clef : quand les budgets de l'État pour le plan grand froid sont débloqués. Le but c'était de médiatiser nos actions pour obtenir la prise en charges des familles, mais aussi un nombre de places plus important sur les dispositifs de mise à l'abri. On a commencé à six écoles, puis le nombre a augmenté les années suivantes, jusqu'à ce que Gérard Collomb, maire de la ville, nous envoie les forces de l'ordre pour empêcher les occupations. On n'a pas contourné l'obstacle, on s'est appuyé dessus pour populariser notre mouvement, et ça a marché.

Le but n'était pas d'obtenir uniquement des places pour les familles, c'était aussi de remettre cette question du sans-abrisme sur la place publique d'une autre manière, dire que l'école, c'est aussi un sanctuaire qui permet aux enfants de vivre malgré tout, de leur montrer qu'il y a des gens qui sont là pour les aider, et que si le pays veut être aimé, il faut que nous aussi on soit aimable. Et puis il fallait tordre le cou à ces questions d'appel d'air, de ceux qui disent, si vous faites des choses pour les familles, elle vont toutes venir à Lyon parce qu'il y a Jamais sans toit ! Mais qui peut croire que les gens, quand ils partent de leur village ou de je ne sais où, ils se disent c'est cool, on va arriver à Lyon, y aura Jamais sans toit !!!

Ils se trompent d'autant plus que notre idée c'est d'essaimer un peu partout sur le territoire, faire en sorte que notre modèle, sous le même nom, ou avec une autre appellation, soit repris ailleurs, et nous permette de peser au niveau national.



LA MAISON SOLIDAIRE

- Saint-Etienne -

25

La Maison solidaire est une association née en 2016 qui a pour objet d'apporter un soutien matériel et humain aux personnes exilées, mineures ou majeures, via :

- un accueil et un accompagnement socio-juridique,
- un dispositif d'hébergement reposant sur de l'accueil chez des particuliers, l'hébergement à la maison solidaire ou via des logements en colocation.

- 50 bénévoles, 1 salarié
- Association intervenant à Saint-Etienne auprès de 67 bénéficiaires, accueillis, mis à l'abri et appuyés sur le quotidien, la scolarité, le juridique et l'insertion professionnelle

— Valentin —

La Maison solidaire c'est une association qui accompagne majoritairement des mineurs étrangers non accompagnés en recours judiciaire, c'est-à-dire qu'ils ont fait l'objet d'un refus de prise en charge par l'aide sociale à l'enfance lors de leur arrivée sur le territoire et qu'ils doivent s'adresser à un juge pour enfant afin de faire reconnaître leur statut de mineur.

On est dans un accompagnement global, puisqu'on a plusieurs pôles : hébergement, scolarité et accès aux droits pour tout ce qui est judiciaire et administratif. Aujourd'hui on accompagne une soixantaine de jeunes. Il y en a 5 dans cette maison, 13 en familles d'accueil, 8 dans des appartements gérés par d'autres associations et 18 jeunes qui sont logés dans 6 appartements que gère notre asso, dont un réservé aux jeunes filles et un autre pour les majeurs, puisqu'on a élargi l'accueil jusqu'à 25 ans. La condition c'est qu'ils soient intégrés dans un parcours soit professionnalisant soit scolaire parce qu'on estime que c'est la meilleure voie pour la régularisation.

L'histoire a commencé dans cette maison qui appartient à ma famille. Quand je suis revenu à St Etienne en 2016, j'y habitais seul et je n'avais pas pour projet d'héberger. J'avais monté une page Facebook et imaginé la

Maison solidaire comme un lieu de rencontre pour des collectifs ou des associations qui portaient des projets écoresponsables, de solidarités etc. et puis à force d'intervenir dans différentes associations pour raconter ce que j'avais vu à Calais ou à Vintimille, on m'a très vite demandé si j'avais pas de la place pour héberger des personnes qui en avaient besoin. C'est comme ça que ça a commencé, et puis tout s'est enchaîné. On a été jusqu'à 27 à vivre ici... il y avait du monde partout, je ne sais pas comment on a fait. C'était au moment de cette grosse crise migratoire enfin pas crise migratoire mais crise de l'accueil, les gars arrivaient en claquettes directement de Briançon après avoir traversé par la montagne. Ils étaient dans des situations qui ne permettaient pas de les laisser dehors, alors on a fait face même si parfois on s'est senti un peu dépassé. Mais c'est vrai qu'on a toujours été suffisamment nombreux pour gérer et éviter les situations dramatiques, un accident, un incendie... ça aurait pu arriver. On a la chance d'être dans une ville ou le mouvement ouvrier, qui est ancien, reste la base d'une solidarité importante dont la Maison solidaire a bénéficié dès le début.

D'ailleurs en 2017 quand l'ancienne DDETS nous a déclaré dans l'illégalité, et qu'on a dû évacuer la maison, on a relogé 21 personnes en quelques heures. C'est là qu'est né le réseau d'hébergeurs. Aujourd'hui on a toujours 80 foyers qui sont susceptibles d'accueillir et une quarantaine de personnes plus dans le quotidien, l'accompagnement. En gros ça fait 130 personnes pour une soixantaine de jeunes accompagnés. Pour gérer les missions que l'on mène au quotidien, on s'est structurés. On a séparé la maison en 2 via une convention de mise à disposition des locaux. Moi je suis locataire du 2^e étage et l'asso est locataire du rez-de-chaussée, des dépendances et du jardin. Et puis on met en place un comité de Direction au sein du CA, pour être plus réactifs dans les décisions à prendre, parce que sur le terrain tu dois trouver des solutions à des situations qui ne devraient pas exister. Il faut être inventif et dans le même temps gérer des bénévoles qui viennent d'horizons différents, qui ne s'engagent pas pour les mêmes raisons... tout ça pour mener des actions qui devraient relever du service public... mais bon, on ne fait pas de politique, même si dans le quotidien on a plutôt tendance à mettre en avant l'aspect humanitaire et on espère que nos financeurs, ou nos partenaires, eux font un travail de plaidoyer auprès des pouvoirs publics et de l'État.



LES VERTAC- CUEILLANTS

- Lans-en-Vercors -

29

L'association « les Vertaccueillants » née en 2015, porte attention à l'accueil en Vercors des exilés (demandeurs d'asile et/ou réfugiés, demandeurs de titres de séjour etc). L'association agit aux moyens des activités suivantes :

- Hébergement chez l'habitant ou en logement personnel de personnes migrantes sans solution d'hébergement sur Grenoble et intéressées pour faire l'essai dans le Vercors,
- Aide aux besoins du quotidien (aide alimentaire, financière, mobilité),
- Accompagnement dans les démarches administratives ou de santé, en lien avec les pouvoirs publics et/ou d'autres associations.

- L'association se compose de 25 bénévoles et intervient à Lans-en-Vercors
- 8 personnes accueillies en 2021 - 64 personnes logées et aidées depuis la création de l'association

—
Jo —

L'association les Vertaccueillants a vu le jour en novembre 2015, suite à l'élan de solidarité avec les réfugiés syriens suscité par la publication des photos du petit Aylan... c'est le moment où on se rend compte que l'immigration, ça touche l'Europe et qu'on n'est pas forcément très réceptifs. Du coup il y a des gens qui en parlent autour de toi et qui viennent te chercher. C'est comme ça que j'ai rejoint l'équipe, et très rapidement, j'étais au CA. Aujourd'hui je suis co-présidente de cette asso qui s'est montée sur l'idée d'accueillir des réfugiés. Depuis on a compris qu'en fait il y a plein de gens qui sont là et qui n'obtiendront jamais ce statut, mais qui pour autant sont des personnes qui ont besoin d'un accueil digne, ce que n'est pas en capacité de faire l'État.

Donc on accueille des jeunes hommes, des hommes moins jeunes, des femmes, et des familles mais jamais beaucoup en même temps parce que nos ressources humaines et financières ne nous le permettent pas. On est financé par des dons, et les cotisations de nos adhérents. On n'a pas de subventions de fonctionnement, seulement des aides au financement

de projet. On a 110 adhérents, c'est pas mal pour le plateau. Ce n'est pas du tout une association fantôme, il y a du monde aux réunions, des gens qui s'impliquent. Il n'y a pas que des retraités, il y a aussi des actifs, et les gens adhèrent par conviction, pour certains c'est un engagement politique parce qu'il faut se mobiliser en tant que citoyen, pour d'autres c'est plus une histoire de charité chrétienne.

Pour nos bénéficiaires, on est en lien avec une association de Grenoble qui s'appelle l'Accueil Demandeurs d'Asile. Quand on a des places on leur dit et c'est eux qui nous envoient des personnes parce qu'on ne veut pas avoir à choisir. Il faut qu'ils aient envie de venir dans le Vercors, tout le monde ne rêve pas de monter ici, parce que c'est aussi se couper d'une communauté en bas. En ce moment on accueille et on accompagne trois personnes. On les héberge dans un logement digne, soit dans un appartement qu'on loue, soit chez des particuliers, on leur propose quand il y a besoin, de mettre en place un parcours de soins, on travaille avec le centre de santé de Lans, et on les incite à la participation à la vie associative, avec la Cuisine Solidaire ou la Recyclerie.

On fonctionne avec un système de référents. Deux référents pour un accueilli, ça permet de diviser la charge pour l'accompagnement, et puis d'échanger entre nous aussi.

Certains te diront que c'est plus difficile d'être référent que d'accueillir quelqu'un chez soi. Mais les gens qui hébergent ont parfois rencontré de grandes difficultés. C'est vrai qu'on habite des maisons agréables et confortables, et certains accueillis on renvoyé le fait qu'on a beaucoup d'argent. Alors, on n'est pas riches, mais comparés à ce qu'ils peuvent connaître eux, ou se représenter, c'est quand même le cas. Ce n'est pas facile à entendre pour ceux qui sont un peu dans l'idée que quand tu donnes ça crée de la dette, tu attends quelque chose en retour, ceux qui n'arrivent pas à se dire que quoi qu'il arrive tu en retires toujours une gratification. Un peu de fierté, ou le plaisir de la rencontre... ça me fait penser à une phrase de Philippe Mériau qui disait : " si je me mets à la place de l'autre où est-ce qu'il va se mettre", et je trouve ça très juste.





Jeanne —

Je vis sur le plateau du Vercors depuis peu. Je n'avais jamais vécu en montagne ni en maison avant cela. Avec mon copain on s'est rapidement dit qu'on avait beaucoup de place. Que c'était une ressource qu'on pouvait partager parce que ça n'avait pas beaucoup de sens de ne l'avoir que pour soi. J'ai cherché sur internet « accueillir personne en situation de demande d'asile » parce que j'avais déjà entendu parler d'associations qui faisaient ça. C'est comme ça que je suis tombée sur les Vertaccueillants. On s'est rencontrés, et très vite on a proposé d'accueillir chez nous. Quelques mois plus tard, on hébergeait Elie pendant 3 semaines. Ça s'est très bien passé. C'était une super première expérience qui nous a permis de nous rendre compte que ça prend beaucoup d'énergie d'accueillir quelqu'un. Tu te retrouves un peu dans un rôle de coloc' attentif et il faut être vigilant à ne pas prendre le rôle « d'accompagnant », qui lui me questionne beaucoup sur les rapports de domination, sur une posture descendante ou paternaliste. Du coup accueillir de temps en temps sur le principe des boucles, je trouve que ça permet de prendre du recul. Et puis, ce qui m'a plu avec les Vertaccueillants, c'est qu'il y a un cadre avec des référents pour la personne accueillie, et un référent pour les accueillants, donc au bout d'une semaine quelqu'un nous a appelé pour savoir comment ça se passait. C'est bien qu'il y ait un tiers pour les deux parties. Ça me semble important et rassurant. Après, je pense qu'il y a un vrai travail à faire sur la posture vis-à-vis des personnes qu'on accueille. C'est tellement facile d'avoir des préjugés intériorisés, d'être dans une posture totalement asymétrique. Parce que même si tu demandes son avis à la personne qui vit chez toi, elle est quand même dans une forme de détresse. Est-ce qu'elle peut vraiment te faire un retour en étant dans cette précarité et cette dépendance ?

L'OUVRE PORTE

- Grenoble -

L'antenne de l'Ouvre-porte de Grenoble, née en 2018 vise à mener des actions solidaires à destination des publics précarisés, notamment les personnes exilées sans logement, en se fondant sur le développement de l'hébergement citoyen (chez l'habitant, colocation solidaire) et en travaillant en partenariat avec les acteurs en charge de l'accompagnement de ces jeunes.

- L'association intervient sur Grenoble avec 27 bénévoles et 1 salarié
- 22 personnes accueillies via 47 foyers d'accueil et 5 colocations solidaires

Jean-Arnaud

L'Ouvre-porte est une association d'aide aux personnes réfugiées qui fait de l'hébergement citoyen, c'est-à-dire qu'elle organise à travers un système de boucles, un accueil tournant chez des particuliers.

Mon rôle, c'est de faire la coordination, organiser les boucles, pour que, en permanence il y ait suffisamment de gens qui nous donnent des disponibilités, qui disent, moi je peux accueillir quelqu'un 2 semaines tous les 2 mois ou un mois sur 3... et quand on a suffisamment de personnes qui ont donné des dispos, ça fait une boucle, c'est-à-dire la possibilité de sortir quelqu'un de la rue. Quand on commence un accueil, on s'engage auprès de la personne à l'accueillir aussi longtemps qu'elle en aura besoin, jusqu'à ce qu'il ou elle trouve une solution durable par ses propres moyens. Ça peut durer quelques mois, ou plusieurs années... Une grande partie de mon boulot c'est de m'assurer d'avoir un vivier d'accueillants, à la fois pour augmenter le nombre d'accueils, mais aussi pour anticiper les moments où les boucles évoluent, changent ou s'arrêtent.

À Grenoble, on héberge 25 personnes sur ce principe de non-retour à la rue. C'est déjà pas mal pour les moyens humains et financiers d'une petite asso. Je suis le seul salarié sur un $\frac{3}{4}$ temps, donc on n'a pas de possibilité illimitée. Et puis on a beaucoup grandi en peu de temps, mon embauche a permis de passer d'une douzaine d'accueillis à 25. C'est une grosse progression. On se rend

compte que si on voulait faire plus, on devrait passer des paliers, peut être avoir plusieurs salariés, ce qui veut dire aussi consacrer plus de temps à gérer des trucs de ressources humaines, des aspects techniques et financiers. On n'est pas du tout sûrs d'avoir envie de passer ce cap. C'est compliqué parce qu'on reçoit plusieurs sollicitations par semaine, et qu'on ne peut ouvrir des boucles que de temps en temps. Il faut gérer cette urgence de ceux qui attendent, et tu as beau faire tout ce que tu peux, le problème s'aggrave plus vite que la vitesse à laquelle tu construis des solutions. C'est compliqué à gérer pour les gens qui s'engagent, il peut y avoir une dimension de découragement. Il faut construire un fonctionnement qui permet à tout le monde de se sentir bien. Parfois c'est pas évident d'arbitrer. À quel moment on priorise l'efficacité de notre action et à quel moment on priorise de ralentir pour que ça marche, d'une manière où les personnes ne se sentent pas exclues ou pas assez entendues ? On se pose la question de comment on vit ensemble. C'est d'autant plus politique qu'une des identités fortes de l'Ouvre-porte, et c'est quelque chose qu'on tient à revendiquer, c'est d'affirmer avec détermination qu'on ne devrait pas exister puisqu'on pallie des carences qui sont celles d'un système. En fait l'accès à un logement digne, c'est une question de droit inscrit dans la loi en France, donc un droit qui n'est pas respecté pour des milliers de personnes qui se retrouvent dans des situations de précarité insupportables. C'est le constat de cette "insupportabilité," si on peut dire, qui nous pousse à agir, mais on a complètement conscience que ce qu'on fait revient à coller des pansements sur des plaies béantes. Les solidarités privées ne doivent pas avoir vocation à remplacer un droit qui doit être garanti par une société.



DES
COLLEC-
TIFS EN
IMAGES



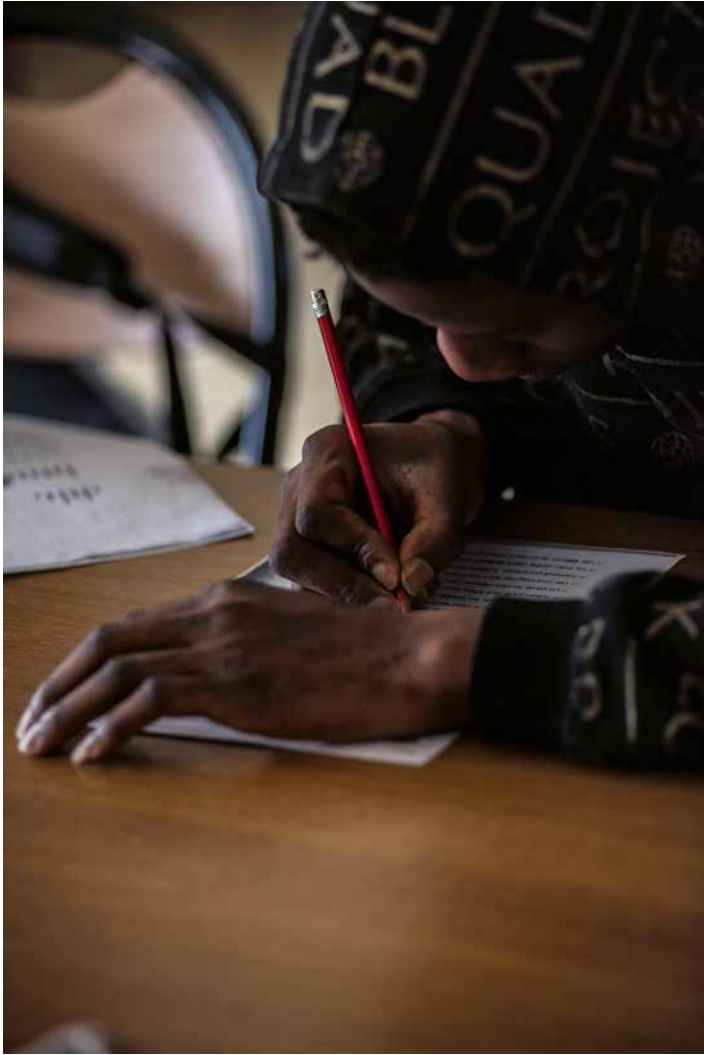
DES ENFANTS
DORMENT ICI

TOIT C'EST UN DROIT

COLLECTIF
ASSOCIATION
UNIES



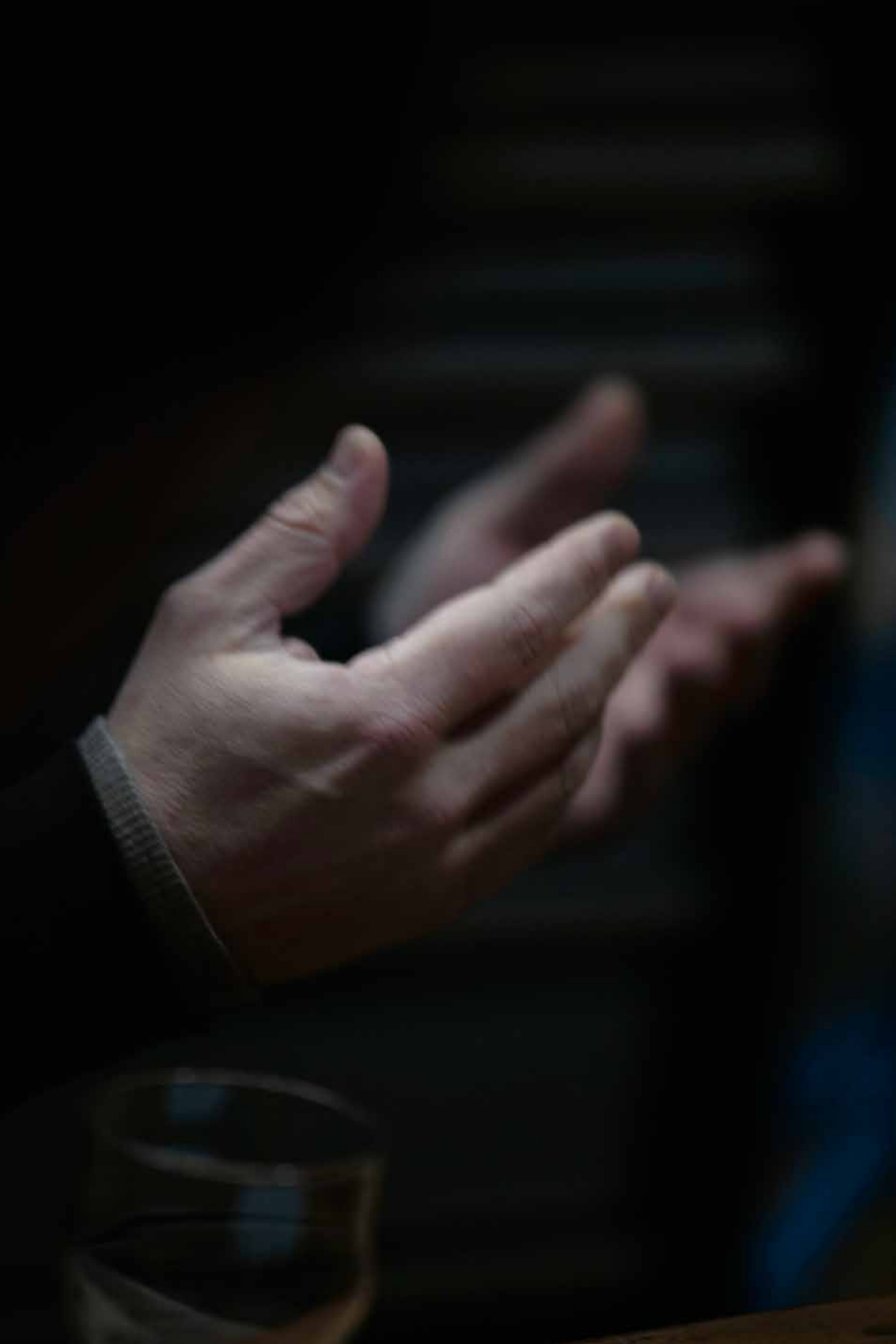


















60 —

61 —







GONG
Statut de Réfugiée pour la fille de Douet et Doucy

GONG
Statut de Réfugiée pour Nader !!

GONG
OPP pour Sidiki K.

GONG
OPP pour Karoumoko !!

GONG
OPP de 6 mois pour Miah !!!

GONG
OPP jusqu'à sa majorité pour Mory D !!!

GONG
Une carte de résident pour Dasuda !!!

GONG
Mohammad Ali a obtenu le statut de Réfugié

GONG
la fille d'Happy a obtenu le statut de Réfugiée!!!
Yoyoyoyoyoyou!!!

GONG
Victoire au TA pour Abdallah

GONG
PEC jusqu'à 18 ans pour Elhadj

GONG
Bienvenue Nadine!

GONG
Soren a un Récepissé

GONG
Statut de Réfugiée pour Ibrahim D !!! Enfin!

GONG
Statut de Réfugiée pour Abdallah !! Enfin!

GONG
Sory est pris en charge directement à l'audience!

GONG
Mxrem a obtenu la protection Subsidiare à son tour!!! 4 ANS!
Yoyoyoyoyoyou!!!

GONG
Statut de Réfugiée pour Tahmira !!

GONG
Régularisation pour Abdallah !! Enfin!

GONG
OPP pour





— 88 —



— 69 —

UNE
DEUXIÈME
VIE
TÉMOIGNAGES
DE BÉNÉFICIAIRES



ARIAN

ET NOÉMIE

Je suis arrivé en France en 2011, j'étais mineur, j'avais quinze ans. C'est ma mère qui s'occupait des procédures pour les papiers. Et puis à 18 ans, j'ai dû faire une demande d'asile pour moi. Au bout de trois ans j'ai obtenu la protection subsidiaire donc le droit de travailler. Le problème c'est qu'on vivait dans des squats, on n'avait rien, on ne savait pas comment faire pour travailler même si on avait le droit. On ne savait pas comment vivre la vie en fait.

C'est à ce moment-là que j'ai commencé à rencontrer des personnes de Cent pour un toit, Bernadette, Ghislaine et plein d'autres, qui m'ont aidé à faire des CV, trouver des petits boulots, des stages... et puis ils nous ont hébergés, ma mère, mes deux frères et moi pendant deux ou trois ans. Grâce à eux, j'ai pu reprendre mes études. Aujourd'hui j'ai 27 ans, je suis étudiant, je fais un BTS gestion des PME/PMI en alternance, je vis dans un appartement avec ma copine qui m'a aussi beaucoup soutenu pour la poursuite de mes études.

C'est une deuxième vie.

Avant ça, je suis allé au lycée, j'ai passé un bac pro technicien du froid. J'ai pu le faire parce que le lycée avait décidé de m'aider en débloquent des fonds pour que je sois en internat, sinon ç'aurait été compliqué. A la suite de ça j'ai fait des petits boulots, mais sans vraiment savoir ce que je voulais faire de ma vie. Et puis surtout, il y avait le problème du logement. Soit on allait de squats en squats soit on était hébergés par des bénévoles mais c'était à la campagne. Je n'avais pas de permis, pas de vélo, et pas les moyens de me déplacer parce que tout était cher pour moi à l'époque.

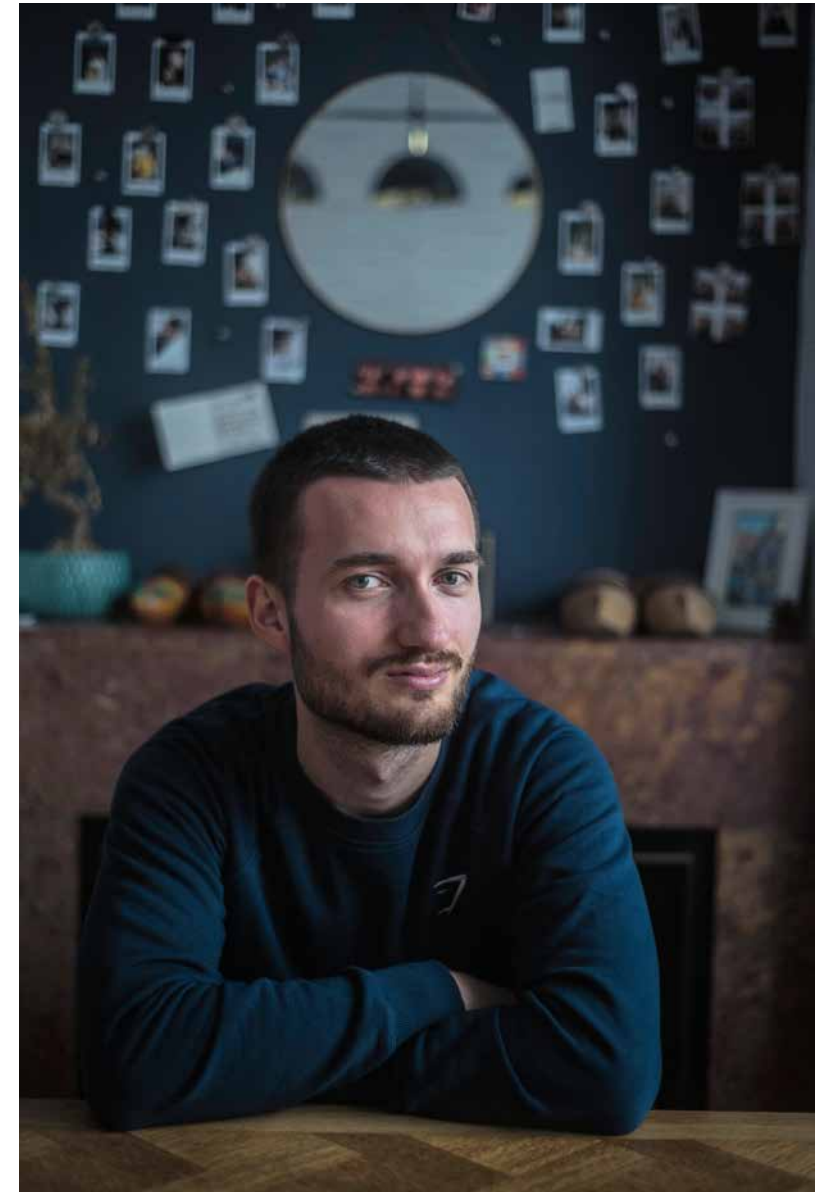
Quand on a eu l'appartement j'ai pu être à côté d'un travail. Sans logement je ne pense pas que j'aurai pu m'en sortir aussi vite et aussi bien.

Aujourd'hui j'y vois un peu plus clair. Je me rends compte de toutes les étapes. Les 3 ans au CADA de Culoz, la demande d'asile de ma mère refusée, se retrouver à la rue du jour au lendemain, l'arrivée à Bourg-en-Bresse pour être proche de la préfecture qui s'occupait de notre dossier, le premier squat évacué par une centaine de policiers après quelques mois, négocier l'accès au camping avec la mairie, le long séjour sous une tente Décathlon premier prix. La pluie, le froid. Puis de nouveau un squat, de nouveau son évacuation. Ensuite les hébergements successifs chez des bénévoles chacun de notre côté. La famille séparée... ma mère en dépression... et puis finalement l'appartement de Cent pour un toit.

En fait je trouve ça aberrant cette question de logement. On nous demande de nous intégrer, de faire notre vie ici, sauf qu'on ne nous laisse pas d'espace pour nous implanter. Comment tu veux que les enfants puissent avoir une éducation stable ? L'école c'est compliqué, quand tu vis dans un squat tu ne vis qu'avec des gens comme toi, tu ne te fais pas vraiment d'amis en dehors... C'était difficile, tout ça, mais c'était une leçon de vie, enfin pour moi en tous cas. Ça m'a poussé à faire des études, à devenir quelqu'un et pas juste l'immigré qui fout rien et qui attend tout des autres comme on peut te renvoyer l'image. Même si c'est une image qui n'existe pas. On fait tous de notre mieux pour nous intégrer, pour avoir des papiers, pour travailler. Quand c'est vraiment compliqué, on se sent impuissant, on subit. Même quand on a des papiers on continue d'avoir peur, de ne pas être rassuré. Aujourd'hui je vis dans un appartement avec ma copine, mes deux frères ont été régularisés. Il y en a un qui est marié, qui a un bébé, et qui est propriétaire ! Moi, j'ai demandé la nationalité. J'ai déposé le dossier. J'attends la réponse. Ma mère elle, est toujours en situation irrégulière et logée par Cent pour un toit.

On a une bonne vie, on est vraiment tranquille, on se rend compte que sans l'aide de l'association, sans ce moment clef de l'appartement on ne se serait sûrement pas rencontré. Du coup on est content de pouvoir redonner un peu pour aider à notre tour. On est adhérent à l'association, et on essaye d'être plus présent en donnant des coups de mains quand ils organisent des événements, en faisant la caisse ou d'autres petites choses. Et puis Arian, qui fait des photos en amateur, prend parfois son appareil pour leur faire quelques clichés.

NOÉMIE (compagne d'Arian)





EVA

Je suis arrivée en France en juillet 2014 avec mes deux enfants. Ils avaient 5 et 9 ans. Je n'avais jamais pensé qu'ici nous pouvions être à la rue.

L'image que j'avais du pays des droits de l'homme s'est écroulée le jour où Forum réfugié m'a expliqué qu'on venait d'un pays considéré « sûr ». À ce titre même si l'hébergement est un droit, nous ne pouvions y avoir accès. Ils m'ont conseillé d'appeler le 115. « Nous n'avons pas de place pour les familles, c'est Forum réfugiés qui doit vous trouver une solution ». C'est ce qu'on m'a répondu. La même réponse pendant des semaines, des mois... je n'avais plus d'espoir... J'étais perdue, épuisée par les nuits passées dans des allées d'immeubles, par les quelques heures de sommeil volées chez des compatriotes, (eux même hébergés dans des structures d'urgence et qui n'avaient pas le droit d'accueillir quelqu'un) ou dans une voiture prêtée en guise de refuge. Parfois les enfants s'endormaient dans le bus, alors je faisais des trajets aller/retour pour leur permettre de se reposer. C'était très dur.

L'espoir a commencé à renaître avec la scolarisation de mes enfants à l'école Gilbert Dru. Ils étaient épuisés. La directrice a tout de suite compris pourquoi et nous a fait comprendre que nous n'étions pas seuls dans ce combat.

Des parents d'élèves, des maîtres et des maîtresses se sont mobilisés pour nous aider à trouver une solution. Pendant les vacances et les week-ends nous étions invités chez des camarades de classe des enfants, et la semaine nous dormions à l'école. Je parlais très peu français à l'époque, mais nous avons ressenti tout le soutien et la bienveillance à notre égard lors des repas partagés, des réunions et des nombreuses soirées passées ensemble. C'était une deuxième famille pour nous.

Des gens que je ne connaissais pas et qui ne me connaissaient pas, nous ont ouvert leurs portes et leurs cœurs pour nous

dire que dans ce monde il y a encore un peu d'humanité. Leur faire confiance sans les connaître n'était pas facile pour moi. J'imagine que c'était pareil pour eux, mais qu'ils l'aient fait dans une période si difficile de ma vie m'a énormément aidée à reprendre confiance en moi.

J'avais quitté travail et famille pour vivre une vie comme tout le monde, et on vivait la pire épreuve de notre vie. Comment l'expliquer aux enfants ? Je culpabilisais, mais je n'ai jamais regretté mon choix, même quand la préfecture nous disait qu'il n'y avait pas de places pour les gens qui viennent de pays « sûrs », ou qu'on nous répondait que les enfants étaient grands donc non prioritaires lorsque nous essayions de faire valoir le droit à l'hébergement. Nous n'avions pas assez de preuves de vulnérabilité pour justifier la demande selon le juge !

Après 6 mois d'attente, beaucoup de démarches, des manifestations et des articles de presse, Forum réfugiés m'a proposé un hébergement. C'était une première victoire. Un soulagement après toutes ces déceptions.

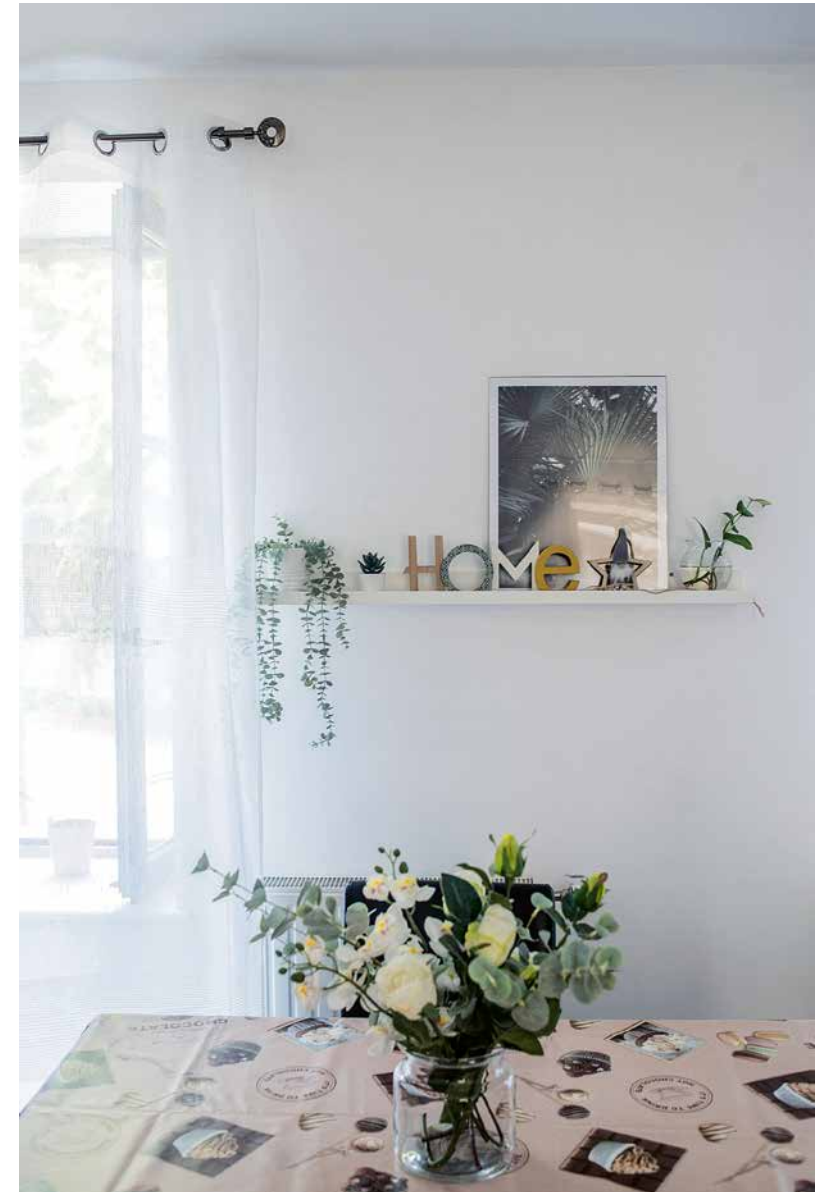
Je ne remercierai jamais assez les gens qui nous ont accompagnés dans ce parcours. Ceux qui m'ont aidée à ne pas baisser les bras, à croire en mon rêve.

Depuis trois ans maintenant, je travaille dans le social, j'essaie à mon niveau et avec les moyens dont nous disposons d'apporter ma modeste contribution.

Ce n'est pas facile pour moi de revivre cette situation, même en étant cette fois de l'autre côté. Dire à certains que nous n'avons pas de places d'hébergement me déchire le cœur, mais je suis très heureuse lorsque j'appelle des familles pour leur donner une bonne nouvelle. La situation d'hébergement dans le Rhône devient très tendue. C'est pour cela que je témoigne aujourd'hui, pour faire part de mon expérience et surtout de mon ressenti.

Je souhaite de tout cœur que cette situation change, et je veux aussi remercier toutes les personnes, les collectifs et les associations qui se mobilisent pour nous, au nom de toutes les familles qui comme moi ont vécu ou sont en train de vivre cette même injustice.

Merci !





ZACHARIA

Zacharia est Guinéen, il est arrivé en France au mois de juillet 2021. A son arrivée à Grenoble, il ne connaissait personne et n'avait pas de solution d'hébergement. Il a dormi à la rue pendant deux mois avant d'être orienté par l'Accueil Demandeurs d'Asile (ADA) vers les Vertacueillants. C'est Isabelle qui est devenue sa référente, il se souvient bien de leur première rencontre lorsqu'elle est venue le chercher à la gare pour le monter sur le plateau.

Depuis ils ont eu le temps de faire connaissance. Même si Zacharia passe la plupart de ses journées à Grenoble, lorsqu'il est là, son appartement n'est qu'à une centaine de mètres de chez elle. Il le partage avec un autre jeune homme hébergé par l'association. « Je vis avec un ami ici, il est dans sa chambre, moi dans la mienne, on prépare nos repas dans la même cuisine, et ça se passe très bien, il est très sympa ». La chambre fait 9m2. Un lit, une petite table, un fauteuil, une armoire et une étagère sur laquelle s'entassent quelques effets personnels, qui témoignent d'une vie en mouvement... Depuis le petit balcon qui prolonge ces quelques mètres carrés, on voit s'étendre les champs du plateau du Vercors, et au fond les montagnes qui ce jour-là sont recouvertes d'une fine couche de neige. « Je suis bien ici, les gens sont gentils, et grâce à eux j'ai pu faire pas mal de choses ». La liste est longue. Le bénévolat à la cuisine solidaire et à la recyclerie, les cours de théâtre, les cours de français qui lui permettent de « ne plus trop faire de fautes » quand il parle avec quelqu'un, mais surtout qui lui permettent d'écrire des SMS, d'écrire tout court. « Je sais écrire quoi, j'ai appris » ! Ce qu'il voudrait maintenant, c'est avoir des papiers et pouvoir faire une formation pour travailler dans les travaux publics ou être routier.

Le soutien de la Fondation Abbé Pierre aux collectifs citoyens dans la région AURA

Principales données du soutien de
la Fondation Abbé Pierre à l'action
d'associations issues de collectifs citoyens -
Sur les 5 dernières années :

→ **35 projets**

de collectifs de citoyens
soutenus au titre du logement
de personnes sans solution, sur
5 départements (Rhône, Loire,
Isère, Drôme, Ain)

→ **10 240
chèques-
services**

délivrés aux personnes
via ces collectifs sur
7 départements

→ **2 440
personnes
logées**

et aidées soient près
de 1 000 ménages
2/3 de personnes isolées
et 1/3 de familles
avec des enfants

→ **451 441
euros
déployés**

pour soutenir l'action
de ces collectifs

82

83

Principaux impacts de ces soutiens

Une action de collectifs qui se traduit par des réponses concrètes et immédiates aux personnes, en matière d'accès à un toit ainsi qu'un maillage de services d'appui (besoins 1ère nécessité, accès aux droits, scolarité, FLE, mise en réseau emploi etc).

Une action intervenant sur la trajectoire des personnes tout en traitant le sujet du statut administratif (avec des personnes déboutées, en cours de régularisation, en réexamen, en procédure d'asile sans place en CADA etc), sujet plutôt déserté par les institutions qui privilégient une approche à partir de leurs publics cibles.

Dans les zones plus rurales, les collectifs déploient une approche de type développement local :

- avec des collectifs qui s'organisent à partir des ressources locales (bénévoles, offre ou vacance de logements, solidarités de proximité etc)
- et en matière de logements (partant du besoin des personnes à un instant T sur un territoire donné et pas seulement d'une offre disponible, accès immédiat à un toit, lutte contre la vacance en villes moyennes et rurales, interventions ajustées aux situations et besoins des personnes, etc).

Des interventions auprès des personnes le plus souvent marquées par un certain refus de la standardisation de l'approche du travail social classique (qui se traduisent par des démarches réalisées en propre par les bénévoles des collectifs, associations essentiellement bénévoles avec très peu de professionnels en interne voire pas du tout) ;

Un contre-pouvoir très important sur un sujet brûlé (l'accueil des exilés) qui se situe à un cap aujourd'hui en matière de structuration : des associations qui durent et n'avaient pas le plus souvent imaginé que l'action perdurerait dans le temps.

REMERCIEMENTS

Nordy
Bernadette
Raphaël
Valentin
Jo
Jeanne
Jean-Arnaud
Arian et Noémie
Eva
Zacharia

Merci à eux de nous avoir fait confiance et de nous avoir laissé raconter un petit bout de leur histoire.

Merci au collectif item.

Merci à la Fondation Abbé Pierre pour son soutien et pour le lien avec les acteurs partenaires : Sorosa, Cent pour un toit, Jamais sans toit, La Maison solidaire, Les Vertaccueillants, L'Ouvre-porte. Merci à ces associations de m'avoir ouvert les portes et permis toutes ces rencontres. Merci pour votre accueil et votre disponibilité.

Merci à l'imprimerie Multitude pour son soutien et son engagement.

ÉDITION

collectif item ► ●
www.collectifitem.com

**Photographies, textes
et retranscription des témoignages**
Bertrand Gaudillère / item

Direction Artistique
Conception graphique
Yannick Bailly / item

Impression
Imprimerie Multitude
Imprimé sur papier Fedrigoni
Arena white rough, 170 gr / 140 g

Dépôt légal : septembre 2023
Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite sous quelque forme ou par quelque moyen électronique ou mécanique que ce soit, y compris des systèmes de stockage d'information ou de recherche documentaire, sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Première édition © collectif item



avec le soutien de



avec le soutien de

item ▶ ●

www.habriter.fr